

« *Les acteurs religieux dans l'espace international* »

CERI (SciencesPo Paris) – GSRL (EPHE/CNRS) – IRSEM – CESPRA (EHESS)

3 et 4 décembre 2018 au CERI et à l'École militaire (Paris)

Appel à communication

Date limite de réponse : 15 septembre 2018

Le rôle des acteurs religieux dans l'espace international n'est pas aisé à définir. D'un côté, on ne peut qu'observer la part croissante prise par ces acteurs dans les enjeux internationaux qu'ils soient diplomatiques, militaires, économiques, sociaux ou culturels ; d'un autre côté, les théories des relations internationales, sur le plan analytique, n'accordent pas toujours à ces acteurs une attention suffisante, les acteurs religieux étant considérés comme des « seconds rôles » sur la scène mondiale, comparativement aux Etats, aux organisations internationales, voire aux groupes armés non étatiques.

Les modes d'intervention des acteurs religieux sur la scène internationale sont pourtant nombreux, variés et significatifs sur le plan politique. Ce qui caractérise la présence de ces acteurs est à la fois l'imaginaire culturel, social et anthropologique qu'ils mobilisent, mais aussi leur stratégie pour faire valoir leurs revendications. Une double question se pose : comment les religions procèdent-elles pour faire « défendre leur agenda » ? Et comment les Etats et les organisations internationales utilisent-elles des religions dans un but autant confessionnel que politique.

L'Eglise catholique par exemple parle à son tour d'écologie, mais comme on a pu le voir sous Jean-Paul II ou Benoît XVI, c'est aussi pour parler d'une écologie « intégrale » qui entend lutter contre l'IVG ou le « transhumanisme ». Les institutions internationales, elles aussi, se trouvent au centre des préoccupations des groupes religieux comme l'Eglise orthodoxe qui au Conseil de l'Europe tente de faire avancer des positions critiques envers le libéralisme. Ou bien alors, ce sont des acteurs étatiques eux-mêmes qui s'emparent des thématiques religieuses : l'interdépendance entre le wahhabisme et la diplomatie saoudienne est manifeste tout comme la volonté de l'Iran d'étendre son influence jusqu'en Irak en s'appuyant sur la communauté chiite, historiquement proche de Téhéran.

Ainsi, ce qui caractérise la présence des acteurs est à la fois l'imaginaire culturel, social et anthropologique qu'ils mobilisent, mais aussi leur stratégie pour faire valoir leurs revendications. Plusieurs questions peuvent ici être formulées : tout d'abord, comment les acteurs défendent-ils des idées et des normes dans un contexte où la globalisation favorise leur diffusion mais aussi leur fragmentation ? De plus, comment ces acteurs s'intègrent-ils dans un espace international façonné par les Etats et les organisations internationales ? En retour, de quelle manière les Etats et organisations internationales s'appuient-ils sur le facteur religieux à des fins stratégiques et symboliques ?

L'objet du colloque organisé par des doctorants du CERI, du GSRL, de l'IRSEM et du CESPRA consiste à examiner de plus près cet ensemble de questions volontairement large, mais se regroupant autour d'un fil conducteur : comment penser la recomposition de la place des religions au sein des relations internationales dans leurs relations avec les Etats et les organisations internationales ? L'enjeu de ce colloque, dans ce contexte, sera notamment d'intégrer plus fortement la recherche francophone dans les débats scientifiques internationaux sur la place du facteur religieux dans l'espace international.

Les axes de recherche ouverts par ce colloque sont au nombre de trois :

Axes du colloque

1. Quelle présence pour les acteurs religieux dans l'espace international ?

Ce premier axe vise à fournir une image globale de la présence des acteurs religieux sur la scène internationale en insistant sur trois points :

- La typologie de la présence des acteurs religieux dans la mondialisation. On insistera en particulier sur la diversité des acteurs qui se réfèrent au religieux : Etat (Iran, Arabie Saoudite...), Eglise (Saint-Siège), ONG confessionnelles, partis politiques (Frères musulmans...). Nous voudrions mieux saisir les différents types d'acteurs religieux, leurs caractéristiques sociologiques et leurs spécificités propres.
- Nous voudrions également relever la diversité des thèmes abordés par les groupes religieux : genre, sexualité, droit des minorités entre autres. Mais il convient aussi de noter que le religieux réapparaît aussi là où il était moins attendu : autour des problématiques du développement, de la culture, de l'éducation, de l'écologie entre autres. Comment les acteurs religieux s'approprient-ils ces thèmes ? A quelles fins ? En quoi consiste le traitement spécifiquement confessionnel de ces thématiques ?
- Enfin, nous voudrions étudier les régimes internationaux et les organisations internationales (Union européenne, Conseil européen, ONU, UNESCO...) où ces acteurs sont présents. Les réseaux confessionnels au sein des organisations internationales constituent en effet des lieux d'action privilégiés dans l'espace international.

2. Les registres de l'internationalisation du religieux

Dans le deuxième axe, nous voulons explorer la manière dont le fait religieux s'impose sur la scène internationale en utilisant les moyens mis à sa disposition par le système international. C'est par conséquent l'intrication entre Etat de droit et libéralisme autour du religieux qu'il conviendra d'éclairer cet axe : les droits de l'homme apparaissent en effet autant comme une plateforme d'intervention qu'un objet contesté par les religions. Plusieurs registres méritent d'être examinés :

- Comment les acteurs religieux, les croyants ou les Etats qui s'appuient sur une diplomatie religieuse font-ils pour imposer leurs préoccupations au sein des organisations internationales ou, plus largement, la scène internationale ?
- La question des droits de l'homme apparaît par ailleurs comme fondamentale. Certaines minorités se revendiquent de la liberté religieuse pour défendre la visibilité de leurs pratiques : quel sens prend alors le concept de liberté individuelle dans ce contexte ? Comment expliquer qu'une revendication religieuse passe par la mobilisation des droits fondamentaux ? Par ailleurs, certains acteurs comme le Vatican disent vouloir apporter un fondement religieux à une société tenue pour « subjectiviste » ou « relativiste ». Mais quelle interprétation est alors proposée des droits fondamentaux ? Dans quel cadre une instance à fondement théologique peut-elle chercher à intervenir sur les questions relatives aux droits de l'homme ?

- Par ailleurs, certains acteurs religieux rejettent dans certaines circonstances le principe de la liberté d'expression au nom du refus de la critique anti-religieuse et du « blasphème ». Cette stratégie de contestation d'un élément fondateur de la démocratie moderne passe cependant par des registres multiples qui aboutissent à questionner le *free speech*. Quels sont les groupes sociaux à l'origine de cette contestation ? Quelles sont leurs modalités d'intervention dans l'espace public et leur référentiel intellectuel ?

3. Les religions, la conflictualité et la paix

Enfin, nous voudrions contribuer à une meilleure intégration du facteur religieux dans les études stratégiques. Les difficultés pratiques des Etats face aux groupes terroristes globalisés ont souvent été relevées (Al-Qaïda notamment). Cependant de manière complémentaire et pour éviter une lecture strictement sécuritaire, il conviendra aussi de prendre en compte les phénomènes de médiation des ONG confessionnelles ou des Eglises ou groupes religieux afin de sortir des conflits armés (Sant'Egidio par exemple). Enfin, d'un point de vue normatif, nous tenterons d'explorer les pistes pour améliorer la formation des décideurs politiques ou militaires face à ces problématiques. Comment faire en sorte que les responsables au sein de l'appareil d'Etat accèdent à une information scientifique sur le fait religieux ?

Modalités de candidature :

- Date limite de candidature : **15 septembre 2018**
- La proposition de communication doit comprendre au **maximum 450 mots** avec la **problématique** et la **thèse centrale** de la présentation en format word
- Les propositions de contribution sont à envoyer à **religionsinternational@gmail.com**
- Les disciplines concernées sont : la science politique, les relations internationales, la sociologie, l'anthropologie, les sciences sociales du religieux, l'histoire, le droit
- Nous invitons les spécialistes d'une aire culturelle ou d'une religion spécifique à intervenir, mais en considérant l'aspect transnational des phénomènes étudiés
- La période chronologique concernée porte des années 1970 à nos jours
- Les langues d'intervention sont le français et l'anglais
- Les intervenants : des chercheurs reconnus comme des doctorants et post-doctorants

Comité scientifique : Alain Dieckhoff, Jean-Vincent Holeindre, Philippe Portier

Comité d'organisation :

CERI et IRSEM : Etienne Dignat (CERI/IRSEM), Isabel Ruck (CERI)

CESPRa : Zehra Cunillera

GSRL : Pierre Baudry, Lucian Cirlan, Maryam Mouzzouri